

## ÉDITO

### Une citoyenneté réelle plutôt que la déchéance de nationalité

Charlie ne leur avait pas suffi, ils ont transformé l'essai de leur cruauté suicidaire et décervelée au Stade de France et au Bataclan... Ils ont même fait des émules adolescents, armés de machettes, qui vont s'en prendre désormais aux porteurs de kippa marseillais... Et la liste de ces violences n'est malheureusement pas close ! D'autant plus que la France n'est pas la seule touchée : à Istanbul hier, en Indonésie avant-hier, sans oublier le Nigeria et les massacres de Boko-Haram et, bien sûr, l'horreur quotidienne en Syrie ou en Irak... La violence qui prend prétexte de l'islam se mondialise. Plus que jamais, l'actualité mondiale en « état d'urgence » se bouscule aux portes de nos consciences sans nous laisser le temps de la réflexion et de l'indispensable distance. La presse en fait des tonnes (le sujet est vendeur...), les politiques aussi (les tenues martiales sont de sortie...). Et l'on a l'impression d'être pris dans un maelström irrépressible, comme poussé - même contre notre volonté - à la panique et aux réflexes populistes. Difficile en effet, dans ces conditions, de garder son sang-froid.

En France, la panoplie sécuritaire est déposée au pied du sapin de Noël. L'État décrète l'état d'urgence et l'on s'interroge, très vite, sur sa prolongation après son échéance fixée au 26 février... Et puis, le président de la République, devant les parlementaires réunis en congrès à Versailles, évoque la révision de la Constitution et dégaine l'arme de la déchéance de la nationalité pour les bi-nationaux, mesure symbolique s'il en est. Personne n'imagine que cela va dissuader un quelconque djihadiste mais l'idée est jetée dans l'enclos de l'opinion française qui, c'est bien connu, gouverne bien des choses, notamment les postures électorales... Pourtant, les parlementaires de gauche (et même de droite) se divisent, les Français aussi, même si l'opposition à la déchéance de nationalité semble minoritaire. En tout cas, plus question de faire machine arrière : la Droite n'attend qu'une occasion pour taxer l'État socialiste de laxisme.

Pour trouver une solution (et faire oublier la polémique), on fait appel aux président et vice-président de la commission des lois au Palais Bourbon, Jean-Jacques Urvoas et, plus près de nous, Dominique Raimbourg. Un bon choix au demeurant tant les deux hommes, juristes émérites, imposent le respect. Les acteurs de terrain, républicains et démocrates, comme c'est le cas du Centre interculturel de documentation (CID) de Nantes, ne peuvent que se réjouir de cette initiative du président de l'Assemblée nationale. Nous sommes rassurés de savoir que l'avocat honoraire Dominique Raimbourg pourrait avoir son mot à dire. Lui qui, dans *Ouest-France* (2-3 janvier 2016, édition de Nantes), indiquait à propos de la déchéance de nationalité : « *En plus d'une efficacité très discutable, cette mesure apparaît en contradiction avec l'objectif même d'unité nationale, en divisant en droit les Françaises et le Français.* » Car voilà bien le problème : la déchéance de nationalité vise les « bi-nationaux » qui se rendraient coupable d'actions terroristes. Certes, cette déchéance ne s'appliquerait qu'à de très rares individus (du moins, on peut l'espérer...) mais il est évident que cette mesure, si elle entrait dans le droit français et, plus encore, dans la Constitution, jetterait le soupçon sur tous les bi-nationaux. Et l'on sait bien, même s'il n'existe pas de statistiques précises en la matière, qu'une très large partie des personnes qui possèdent la double nationalité ont des origines africaines, d'Afrique du nord particulièrement.

L'adoption de cette mesure « symbolique » serait, réellement cette fois, l'aveu d'un échec. Nous ne voulons pas laisser prise au misérabilisme et à la victimisation que nous dénonçons sans relâche par ailleurs mais la réalité est là, telle que nous la révèle l'étude très sérieuse qui vient d'être publiée par

l'INED et l'INSEE<sup>1</sup>, résultat d'une enquête menée pendant plus de dix ans auprès de 22 000 personnes immigrées ou issues de l'immigration en France. Cette étude démontre que les préjugés et les discriminations ont la peau très dure. Cela n'empêche pas la plupart des personnes interrogées dans cette étude de déclarer « *se sentir Français* » ou de « *se sentir chez eux en France* ». Plus étonnant, 56% des personnes immigrées non naturalisées déclarent également se sentir françaises. Sans pour autant renier leurs origines. Enfin, il y a la réalité socio-économique de nous connaissons avec des inégalités qui touchent en premier lieu les jeunes de ce pays, qu'ils aient une ou deux nationalités : trois millions de jeunes en France de 0 à 18 ans vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté ! (chiffres de l'UNICEF France). Des jeunes justement, pour beaucoup héritiers de l'immigration... dont certains - une minorité - dérivent vers une violence favorisée par les fautes morales et les errements militaro-stratégiques de l'Occident en Irak, en Syrie ou en Libye notamment...

Même s'il existe une majorité de personnes issues de l'immigration qui se sent pleinement française, il y aussi, chez une minorité de jeunes, un rejet de l'Occident, de la France et d'eux-mêmes qui les poussent à préférer la mort à l'espoir. Et alors, la question qui nous est posée - et que pose aussi le dernier film de Nicolas Boukhrief, *Made in France*<sup>2</sup> - est bien celle-là : « *Qu'est ce qui s'est passé dans la société française depuis trente ans pour qu'elle produise ce genre de jeunes gens complètement paumés, qui décident de se suicider en tuant des gens ?* Et Nicolas Boukhrief de poursuivre au micro de *France Inter* : *Je ne pense pas qu'on se radicalise quand on est heureux* ». Poser cette question n'excuse en rien la cruauté des actes et l'ultra-violence de l'Internationale djihadiste. Mais elle doit être posée. En montrant aussi que les héritiers de l'immigration, dans leur majorité, agissent et combattent - pacifiquement - pour que leur place dans la société française soit pleinement reconnue à égalité de droits et de devoirs. Ce qui n'est pas encore toujours le cas, loin s'en faut !

Le CID - depuis Nantes - va lui aussi tenter de répondre à cette question : avec une série de manifestations qui vont justement s'intéresser à la jeunesse, aux héritiers de l'immigration à travers notamment l'exposition du Musée national de l'immigration intitulée *Bande dessinée et immigration : un siècle d'histoire* qui sera présentée en avril à Cosmopolis (en partenariat avec la Fédération des amicales laïques / FAL - Ligue de l'enseignement), puis avec une nouvelle publication de *Bribes de mémoire* (fin 2016) qui s'appuiera sur la recherche-intervention en cours, à Nantes et ailleurs en France, de la psychosociologue Joëlle Bordet intitulée *Renforcer l'esprit critique des jeunes des quartiers populaires*. Plus d'une soixantaine de jeunes nantais y participeront à partir du mois de février.

Le travail ne manque pas, l'actualité nous oblige à nous interroger sans cesse sur nos objectifs, nos pratiques et nos partenariats mais nous essayons d'agir avec constance pour que le fait d'être français soit réellement une chance pour tous les citoyens même bi-nationaux et quelles que soient leurs origines mais aussi pour que leur présence au sein de la communauté nationale soit une chance pour la France. Car nous pensons que la réponse à la violence, ce n'est pas la déchéance de nationalité mais l'émergence d'une citoyenneté réelle.

Franck BARRAU  
Président du CID

---

<sup>1</sup> *Trajectoires et Origines - Enquête sur la diversité des populations en France* publiée conjointement par l'INED (Institut national des études démographiques) et l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) : <http://teo.site.ined.fr/fichier/rte/General/Publications/Grandes%20enqu%C3%AAtes/TeO-fascicule.pdf>

<sup>2</sup> Ce film ne sortira pas en salle tant le sujet a effrayé les circuits classiques d'exploitation mais il sera accessible dès le 29 janvier en VOD : <https://www.facebook.com/MadeInFranceLeFilm>  
<http://www.franceinter.fr/emission-on-aura-tout-vu-made-in-france-un-film-dans-la-tourmente>